



Conseil économique et social

Distr. générale
2 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par le Groupe de liaison pour l'année internationale de la femme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Le Groupe de liaison pour l'année internationale de la femme regroupe 36 organisations nationales de femmes. Notre objectif consiste à déployer tous les efforts possibles en faveur d'une société soucieuse de l'égalité des sexes et pour renforcer notre contribution aux questions environnementales. Nous sommes déterminés à promouvoir un environnement mondial durable en collaborant avec d'autres pays, notamment ceux qui enregistrent une forte croissance économique à présent ou dans un proche avenir. Nous discuterons des liens qui existent entre le développement durable, l'environnement et des moyens de garantir la pleine participation des femmes sur un pied d'égalité.

Développement économique et pollution

Dans les années soixante et soixante-dix, le Japon a connu une robuste croissance économique après-guerre, qui a provoqué une dégradation environnementale considérable, qui s'est manifestée entre autres par une pollution massive et un brouillard enfumé dus à la densité de la circulation et aux émissions industrielles. En ville, nous observons ces phénomènes tous les jours. L'écosystème avoisinant des rivières a également été gravement atteint en raison des cours d'eau contaminés et des émanations nauséabondes du secteur industriel et des égouts. On ne voyait plus ni poissons ni coquillages. L'abattage des arbres et l'ampleur des travaux de construction cherchant à accommoder le nombre croissant d'usines et de logements ont aussi contribué aux dégâts, par des glissements de terrain par exemple. La tragédie de la maladie de Minamata provoquée par une intoxication au méthylmercure, un sous-produit industriel qui est un composé du mercure, est inoubliable pour tout le monde.

Aujourd'hui, la qualité de l'eau est mieux contrôlée et les gouvernements locaux et nationaux, ainsi que la communauté, ont promulgué diverses lois relatives à la protection de l'environnement; chacun a pu bénéficier du retour des oiseaux et des poissons dans les alentours et de la flore associée à cet écosystème. À Tokyo, des bateaux touristiques proposent des promenades fluviales sur des rivières pratiquement propres et inodores. Le gouverneur de la préfecture de Chiba, M^{me} Akiko Domoto, a décidé ensuite la conservation du marais littoral de Sanbanse. M^{me} Domoto est convaincue que la conservation de la biodiversité est indispensable et bien plus essentielle pour la vie humaine que les bénéfices générés par certaines usines et certains constructeurs ou entrepreneurs. Après quoi ce fut au tour du gouverneur de la préfecture de Shiga, M^{me} Yukiko Kada, de s'opposer fermement au pouvoir des priorités économiques en protégeant la qualité de l'eau du lac Biwa, le plus grand lac du Japon. Nous poursuivrons nos efforts pour garder notre environnement durable, en résistant aux pressions visant à promouvoir le développement au mépris de notre environnement si précieux.

Environnement et égalité des sexes

Le document de l'ONU (E/2010/4-E/CN.6/2010/2) évoque le lien entre l'égalité des sexes et le développement durable. La participation des femmes au processus décisionnel environnemental et la prise en compte de la problématique homme-femme dans les politiques et les programmes enrichissent ce lien. Ce document indique également que « Les femmes ont fait preuve d'un savoir-faire et d'une expertise uniques dans l'élaboration de stratégies et la prise d'initiatives pour

lutter contre les effets du changement climatique au niveau local ». D'autre part, le Groupe de liaison fait grand cas de la participation active des femmes. Comme nous le décrirons ci-dessous, les femmes affichent souvent leur exceptionnelle capacité de réseautage et leur militantisme lors des urgences environnementales.

Les principaux participants au mouvement des consommateurs, par exemple pour l'achat de produits alternatifs, plus sûrs et non chimiques et pour le recyclage (3R — réduire-réutiliser-recycler), sont souvent des femmes. Bien que ces consommatrices soient soucieuses de l'environnement, elles ignorent souvent que les questions environnementales s'appliquent différemment aux deux sexes. Les femmes, les pauvres ou les personnes vulnérables souffrent tous des impacts environnementaux. La Commission devrait lancer un appel pour une participation plus accrue qui pourrait aider à contrer les changements climatiques, remédier à la pollution industrielle et répondre aux besoins des petites îles.

Environnement durable et accident de la centrale nucléaire de Fukushima

Le séisme dévastateur et le tsunami qui ont frappé le nord du Japon en 2011 ont ravagé de vastes zones et touché de nombreuses villes, grandes et petites, et des villages d'agriculteurs et de pêcheurs. Le tremblement de terre a déclenché l'accident nucléaire le plus grave de l'histoire. Son taux élevé d'émissions radioactives pourrait avoir de graves conséquences environnementales pour le monde entier. Aujourd'hui encore, quelque 195 000 personnes demeurent évacuées en raison du séisme, du tsunami et de la catastrophe nucléaire (Agence de Reconstruction, 2015/9). Le gouvernement japonais a récemment décidé de reprendre ses activités dans plusieurs autres installations nucléaires, bien que la solution aux déchets radioactifs, y compris leur décontamination, leur élimination et leur sécurité, reste à tracer. Nous ne soutiendrons pas le gouvernement dans sa reprise des activités au sein des installations nucléaires sans avoir obtenu des preuves concrètes que ces activités ne poseront aucun danger à la sécurité publique. Nous ne renoncerons jamais à chercher les meilleurs moyens d'assurer notre survie dans ce pays volcanique entaché de défauts. Les données scientifiques suffisantes et les choix sûrs en matière énergétique manquent encore.

Réduction du risque de catastrophe et pleine participation des femmes sur un pied d'égalité

La troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe s'est tenue en mars 2015 à Sendai, région frappée de plein fouet par le séisme de 2011 de la côte Pacifique du Tōhoku. Des participants venus de 187 pays ont discuté, dans le cadre de la Conférence, des moyens susceptibles de mieux protéger le monde des catastrophes naturelles après 2015. Parallèlement à la conférence de l'ONU, les membres de la société civile ont également convoqué une conférence mondiale sur la réduction du risque de catastrophe, et ont abordé plusieurs questions concernant les risques de catastrophe et les vulnérabilités, dont la discrimination sociale, l'inégalité, la pauvreté, etc. Le « Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015–2030 » a été adopté au terme de la conférence à laquelle plusieurs membres du Groupe de liaison ont assisté.

Au lendemain de la catastrophe, nous avons remarqué que de nombreux groupes de femmes dans la zone intérieure des régions touchées ont commencé à aider victimes du tsunami en activant des réseaux et en les développant pour porter

assistance aux zones côtières. En se servant de réseaux officiels et privés, elles ont su garder souple leur travail de réseautage, passant parfois outre des relations structurées existantes. Des groupes de femmes ont redémarré juste après la catastrophe leurs petites entreprises qui étaient les plus rapides à se rétablir, à la fois à Otsuchi et à Takekomacho, dans la préfecture d'Iwate. Elles n'ont pas attendu l'aide d'autrui; elles se sont mises à faire ce qui devait être fait. Les femmes ne sont pas uniquement des créatures vulnérables. Elles peuvent aussi diriger et contribuer au rétablissement et à la reconstruction au sortir des catastrophes. Nous estimons que les femmes locales sont qualifiées pour faire face aux catastrophes au niveau communautaire. En même temps, il nous semble qu'elles ont besoin d'être formées davantage pour élargir le champ de leurs capacités et perfectionner leur aptitude à diriger.

Le réseau des femmes du Japon pour la réduction du risque de catastrophe a rejoint le grand groupe des femmes, un groupe mondial de parties prenantes œuvrant en faveur des femmes, et a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du document final de la Conférence mondiale. Il fallait beaucoup aux documents adoptés pendant la Conférence mondiale pour les rapprocher de ce que le grand groupe des femmes préconisait. Le document final clairement indique toutefois que la participation active des femmes à toute étape d'une catastrophe, leur esprit d'initiative et leur habilitation sont essentiels aux mesures et programmes de secours en cas de catastrophe. Il déclare en outre, dans le droit fil de ce que faisait valoir le grand groupe, que des statistiques accessibles et inclusives, ventilées par sexe, âge, handicap et horizon culturel, doivent être recueillies pour servir de base à la conception des politiques et leur mise en œuvre (UN, A/CONF.224/CRP.1, 2015/3).

En ce qui concerne les questions relatives à la réduction du risque de catastrophe au niveau national, des groupes de femmes japonaises ont présenté des recommandations au gouvernement visant à garantir que les femmes et les personnes vulnérables puissent jouer un rôle actif sur un pied d'égalité, afin que les besoins de ces personnes soient pris en compte dans les politiques et la gestion des catastrophes. En mobilisant les pouvoirs publics, les groupes de femmes ont réussi à implanter certaines réformes législatives ayant trait aux secours d'urgence. Cependant, nous devons absolument contrôler ces politiques pour nous assurer qu'elles soient dûment mises en œuvre. Le réseau des femmes du Japon pour la réduction du risque de catastrophe a signalé que trop souvent, bien que d'importantes réformes législatives aient été accomplies, on se rend compte que la situation sur le terrain demeure la même. Le réseau a également noté que les inégalités entre les sexes et la discrimination à l'égard des femmes et des minorités, que suscitent les problèmes structurels au sein de notre société, deviennent évidentes en cas de crises. Nous sommes fermement résolus à réaliser une société respectueuse de l'égalité des sexes.

Principales activités du Comité de l'environnement du Groupe de liaison

Le comité s'est penché sur un grand nombre de questions environnementales d'actualité, et a périodiquement organisé des séminaires que des experts en la matière ont animé. Nos activités principales étaient axées sur : 1) les tendances de la 21e Session de la Conférence des Parties, et 2) les impacts de l'introduction de l'Accord de partenariat économique stratégique transpacifique, tels que la sécurité et la sûreté alimentaires. Nous surveillons étroitement les tendances concernant :

3) le nombre croissant de catastrophes naturelles, 4) les normes de réglementation relatives aux pesticides nocifs, à la prévention de la pollution des sols, et à la conservation de la biodiversité, et 5) la réglementation portant sur le traitement des déchets radioactifs résultant des activités de décontamination à la suite des accidents de centrales nucléaires. Nous soutenons : 6) le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, et 7) le développement des énergies naturelles ou renouvelables. Nous recherchons une politique permettant l'utilisation accrue et le financement des énergies naturelles. Nous, le Comité de l'environnement, continuerons à formuler des recommandations sur ces questions à l'intention des gouvernements.

Nous espérons que l'importance de la contribution féminine à un futur moins polluant ne sera pas sous-estimée, mais qu'elle sera reconnue comme il se doit. On ne saurait trop insister sur la nécessité de la participation féminine à tous les niveaux du processus décisionnel. Habilitier des femmes à devenir des chefs de file améliorera leur statut social et encouragera d'autres femmes à donner de leur temps et de leurs compétences aux fins d'un environnement sûr et durable.
